

J-7

Négociation du préavis de grève du 17 octobre 2017 Entre le marteau et l'enclume

Une heure et demi de négociation ce lundi après midi au Siège avec, une fois n'est pas coutume, la présence de Delphine Ernotte, entourée du DRH et du directeur des relations sociales.

Un débat assez fourni, dans lequel la CGT a pris toute sa place, et qui a permis d'évoquer l'ensemble des points de revendication.

Sur le financement et l'emploi, le bras de fer est en cours entre FTV et l'actionnaire qui pour l'instant n'en démord pas: FTV a plein d'argent caché sous le tapis et peut faire sans problème 50 M€ d'économies (80 M€ pour tout l'audiovisuel public).

Nous avons solennellement prévenu la direction que nous ne laisserions pas l'emploi servir de variable d'ajustement. Delphine Ernotte semble l'entendre et affirme qu'elle économisera plutôt sur les programmes. Or la ministre de la culture a déjà fait savoir qu'elle ne voulait pas qu'on touche à la création (c'est-à-dire les commandes aux producteurs privés)...

« On a un problème de financement de l'audiovisuel public en France » reconnaît Delphine Ernotte.

La CGT avance d'autres pistes de ressources pour sortir de l'impasse. Un retour modéré de la pub avant 21H (60 millions d'euros) un moratoire sur la suppression de la pub sur les programmes jeunesse qui devrait prendre effet en janvier 2018 (17 millions d'euros)... en attendant la nécessaire réforme à conduire sur l'assiette de la redevance. Ou la capacité de détenir les droits de ces programmes que l'on finance quasi intégralement.

Nous n'accepterons pas en tout cas une nouvelle saignée sociale alors que Delphine Ernotte s'est déjà bien imprudemment engagée dans un plan d'économies avec 500 postes à supprimer d'ici 2020.

Les autres points de préavis ont été abordés.

- Sur les locales, le discours reste assez flou. Delphine Ernotte renvoie la responsabilité des choix aux directeurs régionaux. Elle annonce un état des lieux complet, locale par locale, au CCE de décembre. Plus largement elle évoque des rapprochements des antennes régionales avec les France Bleu dans les nouvelles régions, pour une offre complète de « global média » du service public. Là encore, à l'initiative des directeurs régionaux.
- Sur Info 2015 et la fusion des rédactions nationales, pas d'inflexion, la machine est en marche, la direction souhaite aller jusqu'au bout et au rythme prévu. C'est à peine si M. Lesaunier concède des maladroites dans la méthode, comme pour les scriptes mais sans prendre en considération la multiplicité des problématiques.
- De même la direction confirme son choix pour le déménagement au Siège de l'antenne de Paris Ile de France. Elle prétend vouloir maintenir l'unité "organique" de la station, mais répète en même temps que les techniciens et administratifs pourront être mutualisés... Cherchons l'erreur. Pour nous, la solution d'un déménagement ailleurs en petite couronne (si la solution de Vanves n'est plus possible) est toujours d'actualité d'autant que l'état psycho social du collectif de travail (une alerte est déclenchée par la médecine du travail) est alarmant.
- Sur la filière enfin, la direction précise que les arbitrages rendus sur les fictions ne sont pas définitifs mais la menace est bien réelle pour les sites de Lyon et Bordeaux. Les autres sites sont aussi concernés car le vent de la « transformation » souffle aussi sur eux. De plus, dans le contexte de plan d'économies drastiques, rien ne dit que le projet de Montpellier ne sera pas carrément remis en question...

Bref, les motifs de la mobilisation restent entiers et appellent une forte réaction des personnels !

Le préavis est donc maintenu Tous en grève et à Paris le 17 octobre !

Paris, le 10 octobre 2017